

7 juillet 2010
Français
Original: anglais

**Vingtième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre
le trafic illicite des drogues, Afrique**

Nairobi, 13-17 septembre 2010

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues.
4. Application des recommandations adoptées à la dix-huitième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique.
5. Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail:
 - a) Tendances actuelles en matière de drogues illicites en Afrique;
 - b) Concevoir des mesures efficaces pour enquêter sur les infractions de trafic de drogues et les infractions liées;
 - c) Le trafic de drogues et son influence corruptrice sur les services de détection et de répression.
6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue.
7. Organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique.



Annotations

1. Élection du Bureau

Le Bureau est élu conformément à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social. La Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, a dans le passé élu un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour provisoire de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, figure dans le présent document et a été approuvé par la dix-neuvième Réunion, tenue à Windhoek du 12 au 16 octobre 2009.

À sa trente-huitième session, la Commission des stupéfiants a recommandé que les déclarations générales concernant les statistiques et les tendances nationales du trafic de drogues ne soient pas lues en séance mais que le texte en soit distribué. Cette recommandation est rappelée ici aux participants, qui sont donc invités à remettre à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), d'ici au 2 août 2010, un rapport de deux pages sur les tendances du trafic de drogues observées l'année passée dans leur pays. Seuls les rapports reçus avant cette date seront traduits dans les autres langues de travail de la Réunion.

Une fois l'ordre du jour adopté, la vingtième Réunion proposera un programme de travail pour la session. On trouvera en annexe au présent document un projet de programme de travail qui lui sera soumis.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations (UNODC/HONLAF/20/1)

3. Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues

L'UNODC présentera ce point de l'ordre du jour et donnera un aperçu des programmes sous-régionaux de coopération en matière de prévention et de répression en cours ou en préparation avec différents gouvernements, ainsi que de leurs répercussions sur les tendances du trafic de drogues.

Les participants sont invités à présenter à la vingtième Réunion les mesures prises par leurs gouvernements afin de renforcer la coopération régionale et sous-régionale dans des domaines comme les enquêtes conjointes, la formation des agents des services de répression et l'échange d'informations et de données d'expérience relatives à la lutte contre le trafic de drogues.

Les participants sont priés de faire part à la Réunion des obstacles qui, dans la pratique, entravent la coopération sous-régionale et des mesures prises pour les surmonter.

Ils pourront dans le même temps indiquer les tendances actuelles, les modes opératoires et les succès obtenus dans la lutte contre le trafic de cannabis, de cocaïne et d'héroïne.

Documentation

Rapport du Secrétariat sur les statistiques concernant les tendances du trafic de drogues en Afrique et dans le monde (UNODC/HONLAF/20/2)

Note du Secrétariat sur la situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale (UNODC/HONLAF/20/CRP.1)

4. Application des recommandations adoptées à la dix-huitième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique

Les participants sont invités à faire part à la vingtième Réunion des mesures prises par leurs gouvernements en application des recommandations adoptées à la dix-huitième Réunion, tenue à Yamoussoukro du 8 au 12 septembre 2008.

La Réunion sera saisie d'une note du Secrétariat présentant les réponses à un questionnaire sur les mesures prises par les gouvernements en application de ces recommandations.

Pour permettre au Secrétariat d'établir un rapport sur l'application des recommandations de la dix-huitième Réunion, une note verbale par laquelle les gouvernements étaient priés de renvoyer ce questionnaire dûment rempli avant le 6 août 2010 a été adressée à tous les États membres de la Réunion le 6 juillet 2010.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'application des recommandations adoptées à la dix-huitième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique (UNODC/HONLAF/20/3)

5. Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail

Des groupes de travail spéciaux seront créés pour examiner les problèmes posés par le trafic de drogues dans la région et pour favoriser des débats informels et des échanges de vues ouverts, l'objectif étant de resserrer la coopération entre les différents services de détection et de répression en matière de drogues. Ils seront invités à présenter leurs conclusions et recommandations à la vingtième Réunion, pour approbation et inclusion dans le rapport de cette dernière. Les thèmes suivants seront examinés par les groupes de travail :

a) Tendances actuelles en matière de drogues illicites en Afrique

Le groupe de travail examinera l'utilisation qui est faite du territoire africain aux fins du transit de stupéfiants illicites en provenance des principales zones de production d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest ainsi que d'Amérique latine et à destination des marchés de consommation d'Europe et d'Amérique du Nord. À cet égard, il sera invité à réfléchir aux mesures qui pourraient être prises pour priver les trafiquants internationaux des avantages que présente l'Afrique, dont la porosité de bien des frontières et la faiblesse des contrôles portuaires leur permettent

d'acheminer des envois de drogues illicites. Il sera aussi prié de discuter des stratégies adoptées par les organisations de trafiquants, qui consistent notamment à favoriser l'augmentation de la demande de drogues illicites sur le marché intérieur africain, et des éléments qui en attestent. Il se penchera sur l'évolution des saisies d'héroïne signalées en Afrique et sur le fait de plus en plus patent que, si le volume de ces saisies est faible, leur nombre est supérieur à celui des saisies de cocaïne, qui représentent souvent des volumes plus importants. Le groupe abordera également les difficultés rencontrées par les services de détection et de répression et les autorités sanitaires face à la progression généralisée de la culture illicite du cannabis, ainsi que les preuves de plus en plus nombreuses de la fabrication de stimulants de type amphétamine en Afrique. À ce sujet, il sera invité à étudier la manière dont les caractéristiques de l'usage de drogues évoluent, ainsi que les mesures qui sont prises et les stratégies qui sont mises au point par les autorités. Les participants présenteront les tendances et les changements constatés en matière de lutte contre le trafic de drogues dans le cadre de l'évaluation qui en a été faite à l'échelle nationale ou dans celui de la coopération avec les États voisins. C'est principalement sur les problèmes rencontrés, les nouvelles stratégies mises en place et les nouvelles tactiques adoptées par les trafiquants que porteront les débats.

b) Concevoir des mesures efficaces pour enquêter sur les infractions de trafic de drogues et les infractions liées

Le groupe de travail examinera les difficultés auxquelles les services nationaux de détection et de répression se heurtent s'agissant de mettre en place les moyens d'action voulus en termes de capacités, de procédures ou de compétences nécessaires pour enquêter sur le trafic de drogues et les formes de criminalité organisées qui y sont liées. Il discutera également du rôle qui revient aux autorités publiques compétentes dans l'acquisition et le renforcement, en étroite coopération avec les partenaires nationaux, des compétences professionnelles indispensables pour tirer le meilleur parti de l'investissement public en matière de détection et de répression. Les participants devraient être prêts à exposer la manière dont les compétences professionnelles sont renforcées et partagées dans leur service. Les débats porteront en outre sur les obstacles à l'ouverture d'enquêtes, que ceux-ci tiennent aux ressources, aux effectifs ou à la législation, ainsi que sur des questions telles que le niveau actuel de la coopération interinstitutions lors des enquêtes, le niveau actuel de l'échange d'informations, de la mise en commun des ressources des différents services concernés et des actions conjointes, et la manière dont la situation pourrait être améliorée. Les participants sont encouragés à préparer des exemples ou des études de cas sur le sujet.

c) Le trafic de drogues et son influence corruptrice sur les services de détection et de répression

Le groupe de travail examinera l'influence délétère que ceux qui sont impliqués dans le trafic de drogues peuvent exercer sur les services de détection et de répression et les mesures qui peuvent être prises pour combattre les tentatives de corruption et d'entrave au fonctionnement de la justice. Les participants aborderont les problèmes que posent les pratiques de corruption au sein de ces services et les raisons pour lesquelles, s'il n'y était pas mis fin, l'efficacité de ces derniers serait menacée. Ils seront invités à décrire les difficultés que leurs collègues et eux-mêmes ont rencontrées dans l'exercice de leurs fonctions, et à donner des exemples de

bonnes pratiques et de procédures adoptées dans leurs propres services pour y faire face. La discussion devra favoriser l'échange de données d'expérience et la présentation d'exemples de bonnes pratiques telles que les enquêtes personnelles de sécurité, les mécanismes de supervision de l'action des agents ou les politiques de rotation qui permettent de briser les liens et les relations d'influence. Les participants sont priés de préparer des exemples et des études de cas illustrant la manière dont leurs services combattent et découragent les pratiques professionnelles corrompues.

6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue

Dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale, se félicitant des résultats du débat de haut niveau de la Commission des stupéfiants à sa cinquante-deuxième session, a adopté la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.), tels qu'adoptés à l'issue du débat de haut niveau, et demandé aux États de prendre les mesures nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions qui y sont énoncées en vue d'en atteindre les buts et objectifs dans les délais prescrits.

Lorsqu'ils ont adopté le Plan d'action, les États Membres ont reconnu que celui-ci faisait partie intégrante de la Déclaration politique également adoptée par eux et qu'il complétait la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire (résolution S-20/2 de l'Assemblée, annexe), le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution (résolution S-20/4 E de l'Assemblée) et le Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues (résolution 54/132 de l'Assemblée, annexe).

Les États Membres se sont engagés à appliquer de manière effective la Déclaration politique et le Plan d'action au moyen d'une coopération internationale résolue, en collaboration avec toutes les organisations régionales et internationales compétentes.

Toujours dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale a encouragé les chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues et la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, relevant de la Commission des stupéfiants, à continuer de contribuer, dans le cadre de leurs réunions respectives, au renforcement de la coopération régionale et internationale, et a pris acte à cet égard des débats de la dix-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, tenue sur l'île Margarita (République bolivarienne du Venezuela) du 28 septembre au 2 octobre 2009, consacrés à l'amélioration de la coopération entre les États d'Amérique latine et des Caraïbes et les États d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues.

Les participants seront invités à examiner les difficultés que les États de la région ont à appliquer la Déclaration politique et le Plan d'action, en particulier sa

deuxième partie, sur la réduction de l'offre et les mesures connexes, les effets de ces difficultés sur la suite qui y est donnée et la contribution que la Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, pourrait apporter à la Commission à cet égard.

7. Organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique

La vingtième Réunion est invitée à examiner le projet d'ordre du jour provisoire de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, y compris les thèmes qu'elle souhaite traiter au sein de groupes de travail et les lieux possibles des futures réunions. Aux fins de la planification, et de manière à faciliter dans une large mesure la préparation et l'organisation de la vingt et unième Réunion, il serait souhaitable de fixer lors de la vingtième Réunion le lieu de cette dernière ainsi que les thèmes à étudier en groupes de travail. Les participants sont priés de se préparer à proposer des thèmes pour les groupes de travail de la vingt et unième Réunion et à en débattre. Le Secrétariat fournira, sur demande, une copie de la lettre d'accord type stipulant les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies et du pays hôte.

Les participants à la vingtième Réunion sont aussi invités à examiner toute autre question liée à l'organisation de leurs travaux en vue d'en améliorer la teneur et le suivi.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique (UNODC/HONLAF/20/4)

8. Questions diverses

En 2009 et au début de 2010, le Secrétariat a procédé à un examen des réponses des membres des organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants à un questionnaire sur le fonctionnement de ces organes. L'analyse de ces réponses a été présentée à la Commission à sa cinquante-troisième session, tenue du 8 au 12 mars 2010, dans un document de séance et sera maintenant portée à l'attention de la vingtième Réunion afin qu'elle en discute et fasse des recommandations pour examen et suite à donner par la Commission à sa cinquante-quatrième session (UNODC/HONLAF/20/5).

Au titre de ce point, la Réunion pourrait aborder d'autres sujets importants, comme les questions urgentes qui ressortent des rapports des pays.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'examen du fonctionnement des organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants (UNODC/HONLAF/20/5)

9. Adoption du rapport de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique

Les participants adopteront le rapport sur les travaux de la vingtième Réunion, qui comportera les conclusions et recommandations des groupes de travail, le dernier jour de la Réunion.

Annexe

Projet de programme de travail

<i>Date</i>	<i>Heure</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
Lundi 13 septembre 2010	8 h 30	Inscriptions
	10 heures	Ouverture de la vingtième Réunion
		Point 1. Élection du Bureau
		Point 2. Adoption de l'ordre du jour
		Point 3. Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues
	15 heures	Point 3. Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues (<i>suite</i>)
		Point 4. Application des recommandations adoptées à la dix-huitième Réunion
Mardi 14 septembre 2010	9 heures	Point 5. Groupes de travail
	14 heures	Point 5. Groupes de travail (<i>suite</i>)
Mercredi 15 septembre 2010	9 heures	Point 5. Groupes de travail (<i>suite</i>)
	14 heures	Point 5. Groupes de travail (<i>suite</i>)
Jeudi 16 septembre 2010	9 heures	Point 5. Groupes de travail (<i>suite</i>)
	14 heures	Point 5. Groupes de travail (<i>suite</i>)
		Point 6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue
Vendredi 17 septembre 2010	10 heures	Point 7. Organisation de la vingt et unième Réunion
		Point 8. Questions diverses
	15 heures	Point 9. Adoption du rapport